

ADRESSE AUX CITOYENS ET CITOYENNES

18^{ème} Congrès de l'ANECR. 18,19 et 20 novembre 2016

Nous connaissons, dans le monde et dans notre pays une situation politique, sociale, économique et démocratique grave.

Vous avez, en 2012, élu un président et une majorité en espérant des améliorations pour votre vie. Mais ce pouvoir s'est évertué à donner des gages au MEDEF et aux dictats de la finance internationale. Il baisse les cotisations sociales et la fiscalité des entreprises tout en transférant massivement vers les ménages la charge des dépenses nécessaires à la vie commune.

Avec des Métropoles et des intercommunalités géantes, la fusion des communes, il éloigne les citoyens des lieux de décisions, veut remplacer les élus par des technocrates et obtenir un arrêt brutal des investissements pour les équipements et services utiles aux populations. L'Etat d'urgence, crée un climat de division, de tout sécuritaire, tournant le dos aux valeurs progressistes de notre République et de la gauche. C'est un recul sans précédent des droits démocratiques, syndicalistes, militants associatifs et élus progressistes sont poursuivis en justice.

Notre jeunesse est menacée d'un recul de civilisation sans précédent.

Ne laissons pas se développer ce climat social et politique lourd de menaces.

La droite extrême et l'extrême droite sont à l'affût dès 2017, pour pousser plus avant une contre-révolution sociale et démocratique. Ils veulent faire sauter tous « les obstacles collectifs » à la libre concurrence économique et à la concurrence entre les êtres humains.

Les peurs, les replis, le désarroi dans le peuple de gauche peut entraîner une situation politique dramatique pour le pays avec la victoire de ceux qui prônent la guerre à l'extérieur et la loi de la jungle généralisée en France.

Un mouvement social et démocratique qui ne renonce pas existe.

Vous êtes, des millions de Françaises et Français à vous être mobilisés contre la loi El Khomri, des centaines d'associations et de rassemblements à agir pour les services publics, pour préserver l'environnement et s'engager pour un développement durable, des collectifs et des municipalités à accueillir des migrants, d'autres à agir contre les fraudes fiscales, pour la transparence de la dette, pour l'égalité homme-femme dans tous les domaines de la vie, pour une république démocratique, pour les droits de la jeunesse, les droits des handicapés. Vous êtes une force, une réalité qui doit trouver une force commune.

Oui non seulement vous ne renoncez pas mais vous recherchez une issue progressiste.

Avec vous les Elus communistes et républicains veulent travailler à reconstruire une gauche d'espoir et donner un avenir progressiste à la France.

Les échéances de 2017 avec l'élection présidentielle, les législatives et les sénatoriales puis en 2020 les municipales vont être une étape importante pour notre avenir collectif. Nous soumettons des idées pour ensemble engager une contre-offensive et construire une alternative progressiste majoritaire. Nous voulons qu'à l'assemblée nationale et au sénat dès 2017, puis dans les communes et intercommunalités en 2020 nous ayons des représentants du peuple qui veulent donner un avenir progressiste à la France et à son peuple.

Donner un avenir à la France et son peuple c'est selon nous ; résister, proposer, rassembler :

Pour une République et une démocratie renouvelée.

De la commune à l'état cassons le présidentialisme des institutions, inventons une nouvelle démocratie pour délibérer avec les citoyen-nes et partager réellement des pouvoirs de décision. Organisons une république sans 49-3, donnant au parlement une place centrale et priorité à l'initiative populaire pour les lois, les services publics et les projets de la vie en commun.

Pour une mobilisation des moyens financiers afin de réaliser la justice sociale et fiscale.

Mobilisons les richesses du pays pour l'emploi, les services publics, l'école, la culture au lieu de les détourner vers les marchés financiers et la spéculation. La fraude fiscale se sont 80 milliards de disponibles, les cadeaux notamment aux grands patrons, 250 milliards ces dernières années.

Réformons la fiscalité avec un impôt territorial des entreprises, une réduction des prélèvements comme la TVA sur les produits de première nécessité et une fiscalité locale tenant compte des revenus des ménages.

Réorientons l'action des banques et de la banque centrale européenne pour quelles soutiennent les investissements utiles à l'emploi et aux équipements publics.

Pour vivre et faire ensemble une société de l'égalité, de la dignité, de paix et de la fraternité.

Ensemble agissons pour garantir la paix partout dans le monde. Recherchons des chemins nouveaux de dialogue, de tolérance, d'accueil, de respect, de bienveillance en mettant l'humain dans la diversité de ses identités, de ses origines culturelles ou sociales au cœur de nos engagements. Agissons pour maintenir la laïcité. Luttons contre le délitement du lien social, contre le glissement d'une partie de la population dans la pauvreté, la relégation, la précarité.

C'est dans l'action pour de nouveaux droits que nous forgerons ensemble un avenir commun ou il fera bon vivre. Droits à l'égalité hommes-femmes, droit de vote des résidents étrangers, droit au logement, à la santé, à l'éducation, à la culture, à la sécurité, à la justice en sont les éléments essentiels. Poursuivons ensemble les actions multiples déjà engagées sur tous ces enjeux.

Ces idées que nous vous soumettons, les actions que nous souhaitons construire avec vous s'inscrivent en opposition totale à la logique actuelle. Ensemble rendons incontournables demain les exigences populaires, ce qui est commun à toutes les forces progressistes et déjouons ainsi les risques de divisions, d'éparpillement qui les menacent. Ensemble construisons une alternative réelle lors des échéances politiques de cette année 2017.